

⇒ classes francophones belges de 6e primaire et de 4e secondaire.

Kairos et ses contre vérités...

L'article se penche notamment sur la page Facebook de l'organisation « Bon Sens » qui, pêle-mêle, milite à la fois contre la vaccination contre le Covid, publie de nombreux contenus dénigrant les élites, ainsi que des « contre-vérités » - ce sont les mots de la RTBF - sur l'Evrans. L'article relève aussi que « Bon Sens Belgique peut, « dans ce cadre, être relié au média Kairos qui est sorti de l'anonymat au moment de la crise Covid en relayant de nombreuses contre vérités sur la gestion de la crise sanitaire. »

Un graphique accompagne l'article : sous la couleur « Médias alternatifs ou complotistes », il est précisé, dans la bulle qui s'affiche en survolant la zone, que « Kairos, média complotiste très actif pendant le Covid, l'est moins contre l'Evrans. Il relaie cependant en live les manifestations anti-Evrans ».

Tout cela suscite l'ire de Penasse qui,

dans sa plainte, liste à peu de choses près l'ensemble des articles du Code, estimant que toutes ces règles ont été bafouées par la RTBF, dans de multiples passages et paragraphes visant clairement Kairos : « Les expressions utilisées tout au long de l'article tendent à faire croire qu'ils sont à l'origine d'une désinformation majeure sur le sujet de l'Evrans, menant parfois à des conclusions très graves – ils citent les incendies dans les écoles –, sans que l'argumentation ne soit étayée. Ils estiment que ces affirmations et amalgames sont diffamants, calomnieux, dénigrants, et totalement erronés (...) », lit-on dans le passage de la décision du CDJ consacré aux arguments des parties.

Pour la RTBF, au contraire, elle a rempli « son rôle sociétal et démocratique en mettant en lumière les personnes actives dans le cadre de la désinformation liée à l'Evrans et les liens qui existent entre elles, tout en n'ôtant aucunement le droit, pour lesdites personnes, de faire valoir leurs points de vue par leurs propres canaux de diffusion (...). Elle souligne

par ailleurs qu' « aucun des écrits des plaignants n'indique en quoi ni comment les violations déontologiques alléguées seraient présentes dans l'article litigieux ». Et aussi : la RTBF considère que « la plainte formulée au CDJ peut être qualifiée de SLAPP (NDR : ou procédure bâillon), une procédure qui bien qu'ici non judiciaire est utilisée uniquement afin d'intimider. »

« Associer Kairos au réseau des personnes et entités actives dans la diffusion de contre-vérités sur l'Evrans reposait sur un travail d'enquête et une base factuelle sourcée », a conclu le CDJ, soulignant que « l'article de la RTBF consacré au réseau des personnes et entités actives dans la diffusion de contre-vérités sur le programme Evras respectait la déontologie. » □

(1) CDJ – Plainte 23-31 – 3 juillet 2024

(2) <https://www.rtbf.be/article/complotistes-extreme-droite-et-adeptes-de-theories-pedocriminelles-voici-le-reseau-des-desinformateurs-sur-l-evrans-en-belgique-11256548>

Comment des médias français font le bonheur de l'extrême droite

Les personnalités de l'extrême droite française, de même que ses idées et ses messages, ont été largement banalisés par la presse et les télévisions de l'Hexagone. Un vrai marchepied vers le pouvoir.

Isabelle Philippon (CSCE)

Pour la première fois dans son histoire, le parti d'extrême droite créé par Jean-Marie Le Pen a coiffé les lauriers de premier parti de France, en nombre de voix, au second tour des législatives, en juillet dernier. En recueillant le 30 juin, avec ses alliés républicains (LR-Ciotti), 33,1 % des suffrages lors du premier tour, le Rassemblement National

(RN) de Marine Le Pen avait déjà battu un double record : celui de son meilleur score historique mais aussi celui du plus grand nombre de voix obtenues par le parti à la flamme lors d'élections nationales.

Trois semaines, plus tôt, lors des élections européennes, la liste RN emmenée par le président Jordan Bardella avait annoncé la couleur en

recueillant 31,37 % des suffrages. Plus de 11,5 millions de Français ont voté en faveur de ce parti xénophobe. Au pays des Droits de l'Homme, et dans le monde, c'est la consternation dans les rangs des démocrates. Et à quelques semaines des Jeux Olympiques de Paris, chacun a retenu son souffle. Le président de la République a dissous l'Assemblée Nationale, au

lendemain du scrutin européen, appelant les Français à retourner aux urnes. Au risque de faire accéder Jordan Bardella au poste de Premier ministre de la République. Comment en est-on arrivé là ?

Bien sûr, la France n'est pas une île, et la marée brune menace toute Europe : l'extrême droite a progressé dans la majorité des Etats membres aux élections européennes, et est au pouvoir - ou le partage - dans nombre d'entre eux. Et les violentes émeutes qui ont éclaté cet été dans plusieurs villes du Royaume-Uni, les pires depuis dix ans, sont, selon les observateurs, le fruit de la banalisation de l'extrême droite. Pour Aurélien Mondon, spécialiste de la normalisation des politiques réactionnaires à l'Université de Bath, en Angleterre, « on paie les pots cassés. L'extrême droite s'est nourrie de ce blanc-seing donné par les politiciens, les médias traditionnels et certains universitaires » (1).

Bien sûr encore, tous les analystes s'accordent pour affirmer que le vote en faveur des partis d'extrême droite est avant tout un vote de rejet et de peur, deux thèmes que ces formations exploitent avec brio. Et bien sûr enfin, pour revenir en France, l'aversion de nombre de Français à l'égard de leur président et de son arrogance, a fait le miel de l'équipe Le Pen.

Mais le RN a aussi très largement bénéficié du soutien des médias. De ceux qui, particulièrement dans la galaxie du magnat de la presse Vincent Bolloré, soutiennent son programme mais aussi, plus largement, de ceux qui ont banalisé ses discours de haine et policé l'image de ses ténors. Contrairement à la Belgique francophone, il n'existe pas de cordon sanitaire médiatique en France : les chaînes et les organes de presse peuvent librement donner la parole aux ténors de l'extrême droite, qui ne se privent pas d'y instiller leurs idées toxiques. Plus inquiétantes encore sont les relations sulfureuses entre les « journalistes » des chaînes de Bolloré et des personnalités politiques d'extrême droite. Ces liens incestueux entre presse et politique ont pour seul objectif de renforcer l'extrême droite et de la hisser au pouvoir. Le dessein ultime de Vincent Bolloré. □

(1) « Pour quoi la banalisation de l'extrême droite est à l'origine des émeutes racistes au Royaume-Uni », Martine Dubuisson, *Le Soir*, 5 août 2024.

Ces médias de la galaxie Bolloré, marchepieds de l'extrême droite

Ils sont de fervents partisans du RN, et ne s'en cachent pas. Les télévisions du milliardaire Vincent Bolloré, qui battent des records d'audience, font campagne pour l'extrême droite.

Isabelle Philippon (CSCE)

Ce fut l'une des trop rares éclaircies dans le ciel du dernier été politique pourri dans l'Hexagone, désespérément ripoliné du brun de la formation d'extrême droite, solidement ancrée désormais aux portes du pouvoir. Cette bonne nouvelle, c'est la mise au pas de « Baba », le petit nom de Cyril Hanouna, prié de quitter ses six millions d'auditeurs – ses « chéris » comme les appelle le présentateur vedette – sur C8, une des chaînes du milliardaire ultra-conservateur Vincent Bolloré sur laquelle il sévit dans l'émission populaire et populiste « Touche pas à mon poste » (TPMP).

L'Arcom, l'Autorité de régulation de la communication audiovisuelle (l'équivalent de notre Conseil Supérieur de l'Audiovisuel/CSA), le gendarme de la télévision française, a en effet décidé, le 24 juillet dernier, de ne pas renouveler en 2025 la fréquence de la chaîne, la plus sanctionnée du paysage audio-visuel français pour ses multiples violations de la déontologie journalistique. C8 affichait le chiffre record de 7,6 millions d'euros de sanctions cumulées sur ces huit dernières années. Parmi les dizaines d'accusations, figure notamment celle d'incitation à la haine raciale, renvoyant aux propos d'Eric Zemmour qui avait qualifié les enfants migrants de « voleurs, assassins et violeurs ». Un exemple parmi tant d'autres des outrances lâchées par les animateurs ou leurs invités, très majoritairement de droite ou d'extrême droite (1).



Quand seule la gauche est qualifiée d'« extrême »

La perte de fréquence de sa chaîne C8 a été mal vécue par ses partisans et les ténors de l'extrême droite. Eric Ciotti, le président contesté des républicains ayant fait alliance avec le RN, a qualifié cette sanction de « dérive mortelle pour notre démocratie. » Marine Le Pen a accusé le pouvoir « de chercher à faire disparaître le pluralisme. » Ancien chroniqueur de l'émission « Touche pas à mon poste », Benjamin Castaldi a dénoncé « une censure flagrante » qui rappelle « les

Le milliardaire d'extrême droite Vincent Bolloré imprime sa marque sur l'ensemble du paysage médiatique français.